

Des ministres allemands veulent l'autorisation d'expulser les islamistes, même vers l'Afghanistan

écrit par Jean Schoving | 23 juin 2024



Auch in Potsdam dabei: Joachim Hermann (r., CSU), bayerischer Innenminister

Source : dpa/Soeren Stache



Auch in Potsdam dabei: Joachim Hermann (r., CSU), bayerischer Innenminister

Source : dpa/Soeren Stache

Les Ministres des Länder voudraient expulser islamistes et fichés S, même en Afghanistan

Les ministres de l'Intérieur poussent aux expulsions – Mais les critiques fusent à l'encontre de la procédure de refoulement vers un pays tiers (*traversé au préalable – N.d.T.*)

Il doit être possible de refouler les fichés S ainsi que les criminels islamistes même vers des pays comme l'Afghanistan. Les ministres de l'Intérieur des Länder, réunis à Potsdam pour discuter de la politique d'asile et de migration, se sont prononcés en faveur de cette expulsion. Mais leurs projets suscitent sur le champ des critiques.

Le chef du gouvernement de Brême, Andreas Bovenschulte

estime non appropriées pour endiguer l'immigration les réflexions relatives à des procédures de demande d'asile dans des États tiers hors de l'UE. **Dans leur grande majorité, les experts trouvent le modèle compliqué, onéreux et presque impossible à faire concorder avec le droit international**, a déclaré le politicien du parti SPD jeudi dans le cadre de l'émission matinale de l'ARD « Morgenmagazin » avant les délibérations des Ministres-Présidents des Länder avec le Chancelier fédéral, Olaf Scholz (SPD).

Depuis dix ans, on en débattrait, beaucoup de pays l'auraient envisagé. Toutefois cela n'aurait été réalisé nulle part avec succès – selon les critères des personnes favorables – hormis le modèle australien fortement critiqué par les activistes des droits de l'homme.

Depuis mercredi, la Conférence des ministres de l'Intérieur (IMK) discute de la politique d'asile et migratoire – notamment à la suite de l'attaque mortelle au couteau d'un policier à Mannheim. « *Il nous faut protéger notre État de droit contre les menaces extrémistes, quelle qu'en soit la couleur* », a revendiqué le ministre de l'Intérieur du Land de Brandebourg, Michael Stübgen (CDU), qui préside la conférence.

Bovenschulte a appelé à abandonner à nombre de mesures décidées au plan européen et national le temps de produire leurs effets. Il ne fallait pas lancer chaque jour « dans le paysage » de nouvelles idées et en attendre une rapide diminution de l'immigration. « *Cela ne marche pas. Ce faisant, on ne fait que causer du désagrément et apporter ainsi de l'eau au moulin des populistes.* »

Disputes également à propos de l'allocation citoyenne versée aux réfugiés d'Ukraine

Les ministres de l'Intérieur des Länder poussent aux

expulsions des grands criminels et des fichés S islamistes vers l'Afghanistan et la Syrie, déclenchant ainsi des discussions controversées. Les critiques viennent des organismes d'aide aux réfugiés. **La Gauche tient également les expulsions vers l'Afghanistan, où règnent les Talibans islamistes, pour non compatibles avec la Constitution allemande et le droit international.** Des violations du droit des gens y menaceraient, d'après eux.

La requête de plusieurs ministres de l'Intérieur visant à mettre un terme au versement de l'allocation citoyenne aux réfugiés de guerre d'Ukraine a elle aussi déclenché des disputes. Au lieu de cela, ils veulent parvenir à ce que seuls des paiements moins élevés soient versés en vertu de la loi relative aux demandeurs d'asile. Stübgen, Ministre du Land de Brandebourg a fait valoir l'argument selon lequel **l'allocation citoyenne serait devenue « un frein à l'acceptation d'un emploi ».** Il a été soutenu par le Bade-Wurtemberg. Des demandes analogues ont été formulées par le groupe parlementaire du parti FDP au Bundestag. Le gouvernement fédéral repousse cependant cette demande. L'association des villes « Deutscher Städtetag » a elle aussi repoussé l'avancée.

Jeudi, **le Ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser (SPD),** veut informer ses collègues des Länder de ses **efforts en faveur des refoulements vers l'Afghanistan :** *« Nous négocions confidentiellement avec différents États en vue d'ouvrir des voies via lesquelles des expulsions vers l'Afghanistan seront à nouveau possibles »*, a confirmé Faeser dans son entretien avec le « Neue Osnabrücker Zeitung ». L'objectif serait de refouler résolument les délinquants dès leur remise en liberté après une peine de prison en Allemagne. *« Et nous voulons refouler et expulser systématiquement les fichés S islamistes. »*

Le porte-parole du chef des affaires intérieures du parti SPD, le sénateur de Hambourg, Andy Grote, a déclaré lors de

l'ouverture de la conférence des Ministres mercredi soir à Potsdam être très confiant concernant un accord avec les pays voisins pour la création d'un itinéraire correct garantissant les refoulements. « L'aéroport de Kaboul fonctionne, le trafic international par-delà les frontières fonctionne. » Hambourg a présenté lors de la Conférence des Ministres une demande de refoulements correspondante.

« Quiconque commet des délits graves ici doit quitter notre pays, même s'il vient par exemple d'Afghanistan », a martelé Grote. Il partirait, dit-il, du principe que cela fonctionnerait, et on y travaillerait à présent très résolument et très énergiquement. La Ministre de l'Intérieur de la Basse-Saxe, Daniela Behrens (SPD), a déclaré : **« Il faut que cela soit sûr au plan de l'Etat de droit, les tribunaux ne doivent pas pouvoir nous arrêter. »**

Concernant sa demande lors de la Conférence, visant à refouler vers l'Afghanistan et la Syrie les délinquants et les fichés S, Grote compte sur un large soutien de la part de ses collègues des Länder. « Je crois que nous avons désormais une grande unité de points de vue concernant ce sujet. » Selon Grote, l'intérêt sécuritaire de l'Allemagne pèse plus que l'intérêt protectionniste du délinquant. D'après Grote, il s'agit à Hambourg de 18 cas de délinquants afghans relevant d'une mesure d'expulsion obligatoire à mettre en œuvre.

Des critiques émanent d'organismes d'aide aux réfugiés. Ils veulent protester ce jeudi à Potsdam contre les refoulements vers l'Afghanistan. Le ministre de l'Intérieur de Bavière, Joachim Herrmann (CSU) a déclaré à Potsdam que le Gouvernement fédéral devait créer de manière plus active et rapide les conditions pour les refoulements. Le ministre de l'Intérieur de Rhénanie du Nord-Westphalie, Herbert Reul (CDU) a émis le souhait suivant : « Il faut agir et pas uniquement discuter. » Mais à son sens, c'est moins les expulsions qui seraient le problème principal, et qu'il

faudrait plutôt limiter plus fortement une arrivée trop massive de migrants.

Externaliser la procédure d'asile ? Pourquoi l'expertise de Faeser réactive la querelle

La Gauche a par contre critiqué mercredi au Bundestag : « *Les expulsions vers le régime des Talibans signifient lapidation et flagellation. Les droits de l'homme s'appliquent même pour les délinquants, car ils sont universels* »

Ces derniers temps, plusieurs délits de violences commis par des Afghans avaient attiré l'attention. Vendredi soir, des policiers ont abattu à Wolmirstedt près de Magdeburg un Afghan qui aurait poignardé un compatriote puis blessé plusieurs personnes lors d'une garden-party de l'EURO. Le 31 mai à Mannheim, un Afgan a tué un policier avec un couteau et a blessé cinq membres du mouvement islamo-critique Pax Europa.

Le Ministre de l'Intérieur de Saxe-Anhalt, Tamara Zieschang (CDU) demande elle aussi un arrêt immédiat du programme fédéral d'admission pour les personnes en danger venant d'Afghanistan. Plusieurs Länder demandent à titre de conséquence des attaques au couteau, un renforcement de la législation sur les armes et une extension des zones d'interdiction d'armes. Certaines de ses propositions se heurtent toutefois à l'opposition du partenaire de coalition FDP.

Depuis la prise de pouvoir par les Talibans radicaux-islamistes à Kaboul en août 2021, l'Allemagne n'expulse plus personne vers l'Afghanistan. Le fondement de la décision de l'Office des étrangers qui s'occupe des expulsions avec le soutien de la Police fédérale est le rapport circonstancié de l'Office des affaires étrangères sur la situation respective du moment dans le pays d'origine.

Traduction pour Résistance républicaine par Jean Schoving

Traduction du journal Die Welt

<https://www.welt.de/politik/deutschland/article252115908/Asyl-und-Migrationspolitik-Draengen-auf-Abschiebungen-Gerichte-duerfen-uns-nicht-stoppen.html>